



AID environnement

SCI LOIDIR

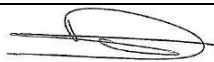

Route d'Autet

70 180 DAMPIERRE SUR SALON

DOSSIER CAS PAR CAS – Annexe au CERFA n°14734*03

Projet : Création d'un bâtiment commercial INTERMARCHE – DAMPIERRE SUR SALON
(71)

RAPPORT D'ETUDE

Chargée d'étude	Superviseur	Date	Version
Damien TRUNEL	Pauline GRONDIN	18/12/2018	V ₁
			

Siège social : 12 Rue Plantevin - 42 000 SAINT ETIENNE - Tel 04 77 74 84 99 - Fax 04 77 61 24 80
Agence Rhône-Alpes Est : Business Center des Cesardes, 275 Route des Creuses - 74 600 SEYNOD

www.ad-environnement.fr / contact@ad-environnement.fr

A.D Environnement - Siret 481 703 270 00035



SOMMAIRE

1. INTITULE DU PROJET	4
2. IDENTIFICATION DU MAITRE D'OUVRAGE OU PETITIONNAIRE.....	4
3. CONTEXTE REGLEMENTAIRE	4
4. CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET.....	5
4.1. DESCRIPTION DU SITE	5
4.2. NATURE ET OBJECTIFS DU PROJET	7
5. SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE DE LA ZONE IMPLANTEE ET IMPACTS DU PROJET	9
5.1. RESSOURCES	9
5.1.1. Ressource en eaux	9
Qualité des eaux superficielles.....	9
Qualité des eaux superficielles.....	10
Contexte hydrogéologique	10
Qualité des eaux souterraines	10
Alimentation en eau du site	10
Utilisation de l'eau	10
5.1.2. Matériaux	10
5.1.2.1. Relief et morphologie.....	10
5.1.2.2. Géologie.....	10
5.2. MILIEUX NATURELS.....	11
5.2.1. NATURA 2000	11
5.2.2. ZNIEFF	12
5.2.3. Arrêté de protection des biotopes.....	12
5.2.4. Zones humides	12
5.2.5. Consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes	13
5.3. RISQUES	14
5.3.1. Risques industriels et technologiques	14
Données BASIAS – BASOL :	14
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :	14
Plan de prévention des risques technologiques (PPRt) :	14
5.3.2. Risques naturels	14
Plans de prévention des risques naturels prévisibles.....	14
Retrait gonflement des argiles.....	15
Risque minier	15
Risque sismique.....	15
5.3.3. Risques sanitaires	15
Termites et mэрule	15
Radon	15
5.4. NUISANCES.....	16
5.4.1. Liées aux trafics.....	16
5.4.2. Liées aux émissions sonores.....	16

5.4.3.	<i>Liées aux odeurs</i>	16
5.4.4.	<i>Liées aux vibrations</i>	16
5.4.5.	<i>Liées aux émissions lumineuses</i>	16
5.5.	EMISSIONS	16
5.5.1.	<i>Qualité et de l'air et rejets atmosphériques</i>	16
5.5.2.	<i>Rejet liquide : gestion des eaux pluviales.....</i>	16
5.5.3.	<i>Effluent : gestion des eaux usées.....</i>	16
5.5.4.	<i>Gestion des déchets</i>	16
5.6.	PATRIMOINE / CADRE DE VIE / POPULATION	16
5.6.1.	<i>Patrimoine.....</i>	16
	Monuments historiques	16
	ZPPAUP.....	17
5.6.2.	<i>Modifications des activités humaines et usages du sol.....</i>	17
6.	MESURES DESTINÉES A ÉVITER OU RÉDUIRE LES EFFETS NÉGATIFS NOTABLES DU PROJET	17
7.	CONCLUSION.....	19

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Localisation du site sur fond cartographique de l'IGN 1/25 000 ^{ème} (source : Géoportail)	5
Figure 2. Extrait du cadastre (source : cadastre.gouv)	6
Figure 3. Présentation du site dans son environnement sur vue aérienne (source : Google Earth)	7
Figure 4. Plan de masse du projet	8
Figure 5. Localisation « Le Salon » (source : Géoportail).....	9
Figure 6. Extrait de la carte géologique de Champlitte au 1/25 000 ^{ème} (source : BRGM).....	11

1. INTITULE DU PROJET

Création d'un bâtiment commercial INTERMARCHE avec une station-service, une station de lavage et un parking de 109 places sur la commune de DAMPIERRE SUR SALON.

2. IDENTIFICATION DU MAITRE D'OUVRAGE OU PETITIONNAIRE

Le porteur du projet est une personne morale « L'IMMOBILIERE EUROPEENNE DES MOUSQUETAIRES » de numéro de SIRET 33405564700575.

3. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

En amont du projet de construction d'un Intermarché avec une station-service, une station de lavage et un parking de 109 places situé sur la commune de DAMPIERRE SUR SALON, le Maître d'Ouvrage souhaite réaliser un état des lieux environnemental du site afin de mieux maîtriser les enjeux associés.

Selon ses caractéristiques, le site visé est soumis à une procédure cas par cas au titre de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du Code de l'Environnement pour la rubrique 41 « Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus ».

Afin de répondre à cette demande de l'autorité environnementale et d'anticiper les éventuels enjeux environnementaux inhérents à ce projet, A.D Environnement a été sollicité pour réaliser un état des lieux environnemental global et le dossier d'examen au cas par cas.

La présente étude confronte les caractéristiques du projet avec les exigences réglementaires et la vulnérabilité environnementale des milieux susceptibles d'être impactés.

Ce rapport complète le Cerfa n°14734-03 sur les éléments suivants :

- Caractéristiques du site et du projet d'aménagement,
- Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée,
- Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine.

Cette étude est annexée au formulaire Cerfa n°14734-03 de demande d'examen au cas par cas.

4. CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET

4.1. Description du site

Le site d'implantation du projet est localisé sur la commune de DAMPIERRE SUR SALON dans le département de Haute Saône en région Bourgogne-Franche-Comté. La commune comptabilise environ 1 280 habitants et fait partie de la communauté de communes des « Quatre rivières ».

Le site est localisé à 470 m au Sud Est du centre de la commune de DAMPIERRE SUR SALON, le long de la Route Départementale n°36.

Les parcelles concernées par le projet sont référencées dans le tableau suivant :

Communes	Parcelles	Superficie
DAMPIERRE SUR SALON	ZL 129	5 494 m ²
	ZL 141	1 191 m ²
	ZL 142	578 m ²
	ZL 133	255 m ²
	ZL 140	1 597 m ²
	TOTAL	9 115 m²

La carte suivante localise le site dans son environnement proche.

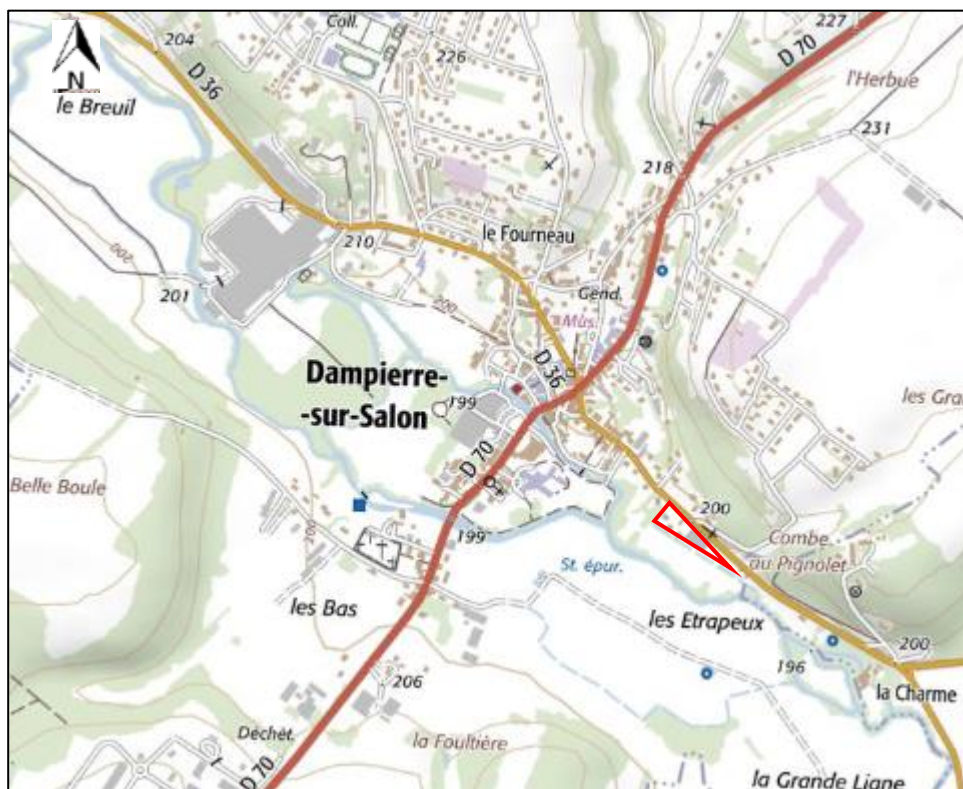


Figure 1. Localisation du site sur fond cartographique de l'IGN 1/25 000^{ème} (source : Géoportail)

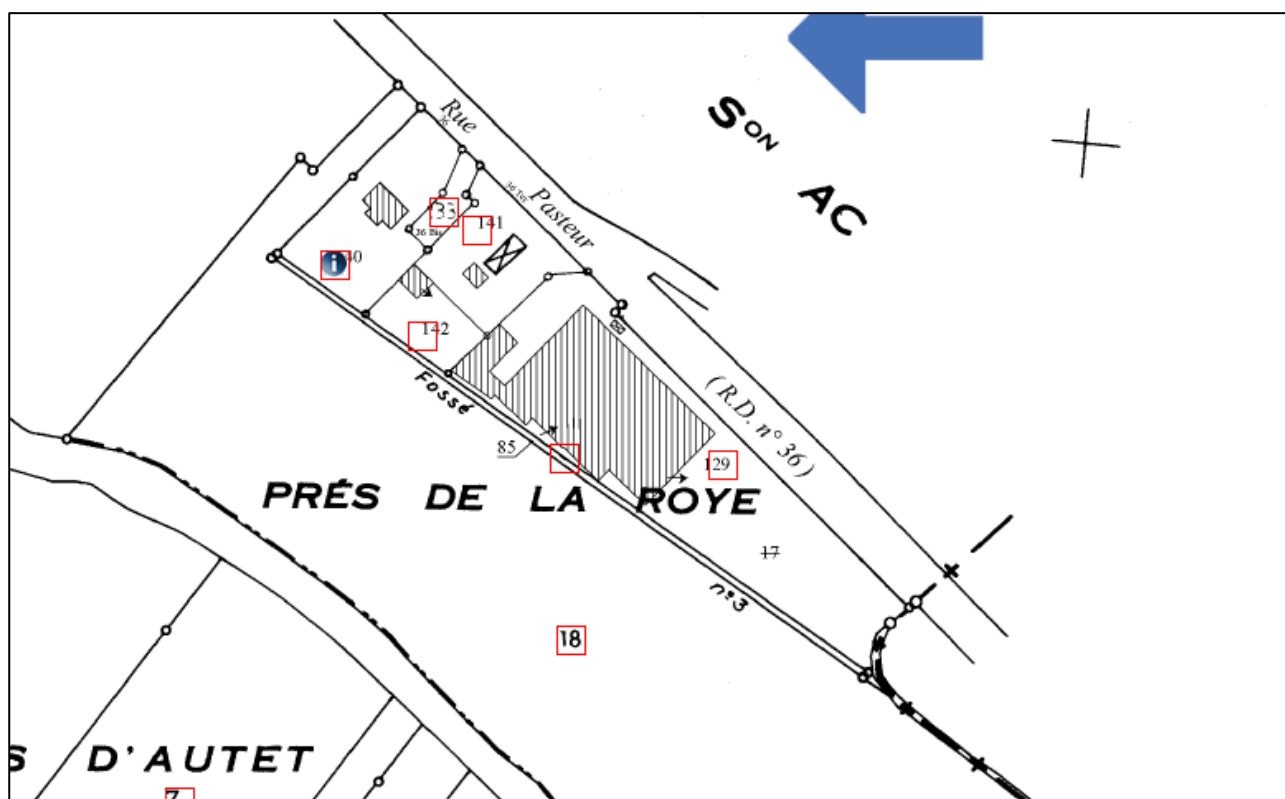


Figure 2. Extrait du cadastre (source : cadastre.gouv)

Le site est actuellement occupé par un bâtiment commercial INTERMARCHÉ qui accueillait une activité commerciale type supermarché et deux habitations individuelles. Le site est majoritairement goudronné.

Il est entouré :

- Au Nord, par des habitations individuelles,
- A l'Est, un espace boisé,
- Au Sud, par des terrains agricoles,
- A l'Ouest, par des terrains agricoles.

La figure 3 ci-après présente ce contexte.

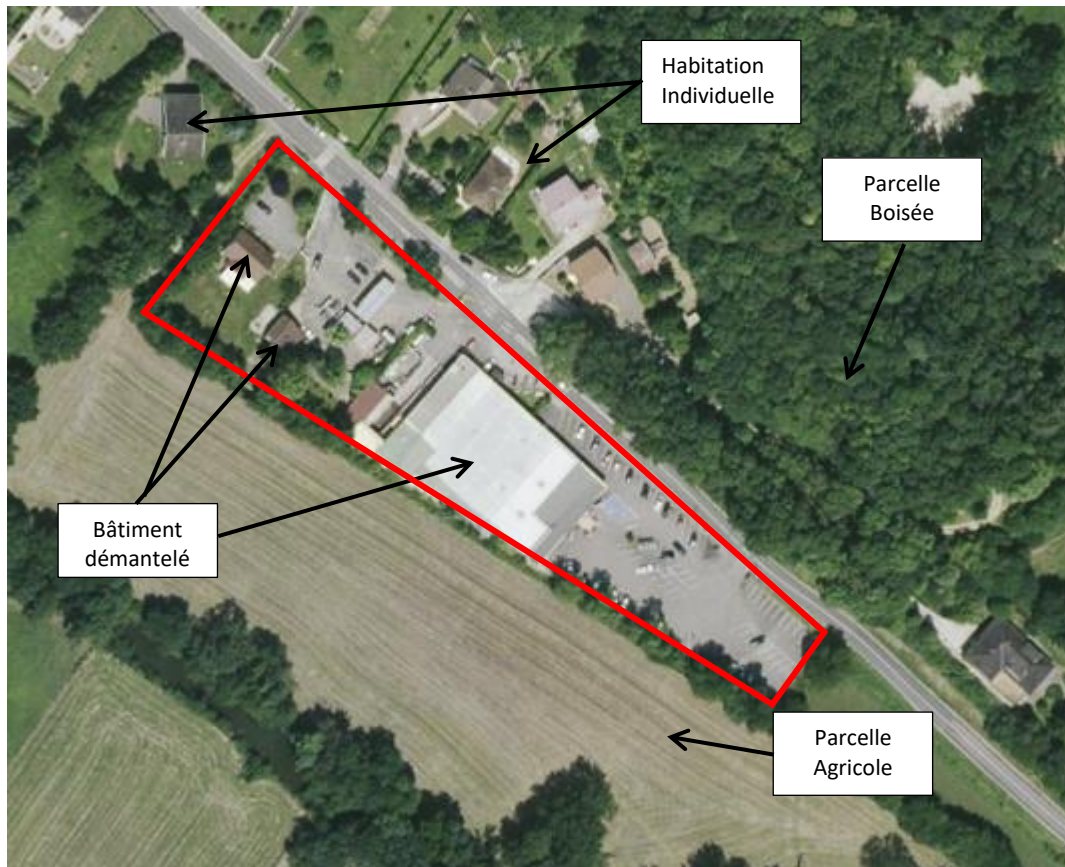


Figure 3. Présentation du site dans son environnement sur vue aérienne (source : Google Earth)

4.2. Nature et objectifs du projet

Cf. Cerfa

Le plan masse du projet est présenté ci-après.

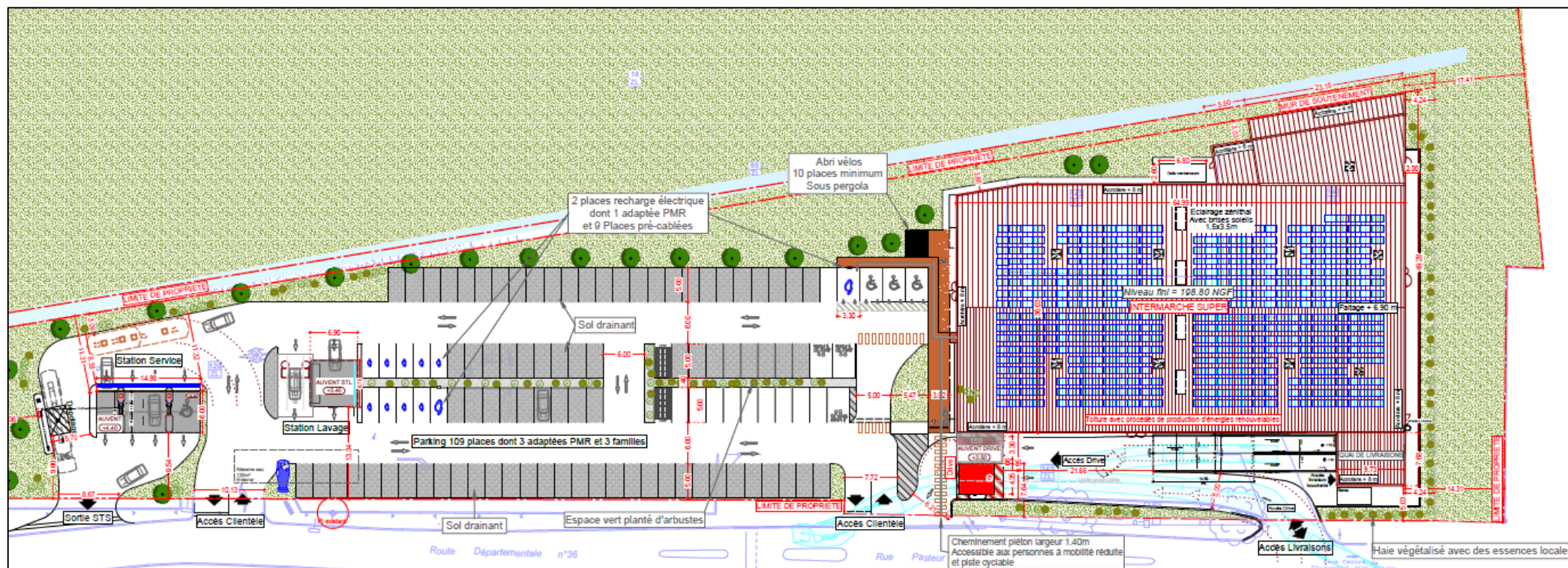


Figure 4. Plan de masse du projet

5. SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE DE LA ZONE IMPLANTEE ET IMPACTS DU PROJET

5.1. Ressources

5.1.1. Ressource en eaux

Sources : Cartographies interactives de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté
 Portail des données sur l'eau dans le bassin Rhône Méditerranée (<https://www.eaurmc.fr/>)
 Banque de données du Sous-Sol (www.infoterre.brgm.fr)
 Portail national d'accès aux données sur les eaux souterraines (www.adeseaufrance.fr)
 ARS Bourgogne-Franche-Comté

Qualité des eaux superficielles

Le site d'étude se trouve à 0.8 km au Nord-Est de la rivière « Le Salon » qui sécoule du Nord au Sud pour se jeter dans la Saône au niveau de « Autet » à 2 km au Sud.

Un cours d'eau temporaire se trouve en limite de parcelle au sud Ouest du site. Il se jette ensuite dans « Le Salon »



Figure 5. Localisation « Le Salon » (source : Géoportail)

Qualité des eaux superficielles

Une station de mesure de la qualité du Salon est présente en aval du projet (code : 06004000). Les dernières données disponibles datent de 2018. Le Salon présente un état écologique moyen et un mauvais état chimique.

Contexte hydrogéologique

La commune est située sur la masse d'eau souterraine de type karstique « Calcaires du jurassique entre Saône et Ognon » (code DG123).

Qualité des eaux souterraines

Etat quantitatif : Le code européen de la masse d'eau sur laquelle se trouve le site d'étude est FRDG123. Cette masse d'eau est notée en bon état quantitatif dans les données du Bassin Rhône Méditerranée Corse.

Etat chimique : L'état chimique de la masse d'eau FRGG051 est notée comme mauvais dans les données du Bassin Rhône Méditerranée Corse.

Alimentation en eau du site

L'alimentation en eau du site sera assurée par le réseau de distribution public. Un dispositif de protection contre les retours d'eau sera mis sur l'alimentation générale en eau. Il permettra d'éviter tout retour d'eau potentiellement pollué dans le réseau public.

Utilisation de l'eau

Le principal poste de consommation est l'alimentation en eau potable du bâtiment commercial et la station de lavage.

5.1.2. Matériaux

Sources : *Banque de données du Sous-Sol (<http://infoterre.brgm.fr>)
Carte géologique n°440 de Champlitte au 1/50 000^{ème}*

5.1.2.1. Relief et morphologie

La parcelle support est positionnée à environ 200 m NGF d'altitude et présente un dénivelé faible avec une pente moyenne de 2% sur la partie Sud du site. Le site étant déjà goudronné et imperméabilisé, il sera peu remodelé et les mouvements de terre seront très limités.

L'aménagement projeté n'occasionnera pas de déblai/remblai important.

5.1.2.2. Géologie

Le site est positionné au droit d'un ensemble de formations calcaires micritiques de l'Oxfordien supérieur (noté J6b sur la figure ci-dessous).

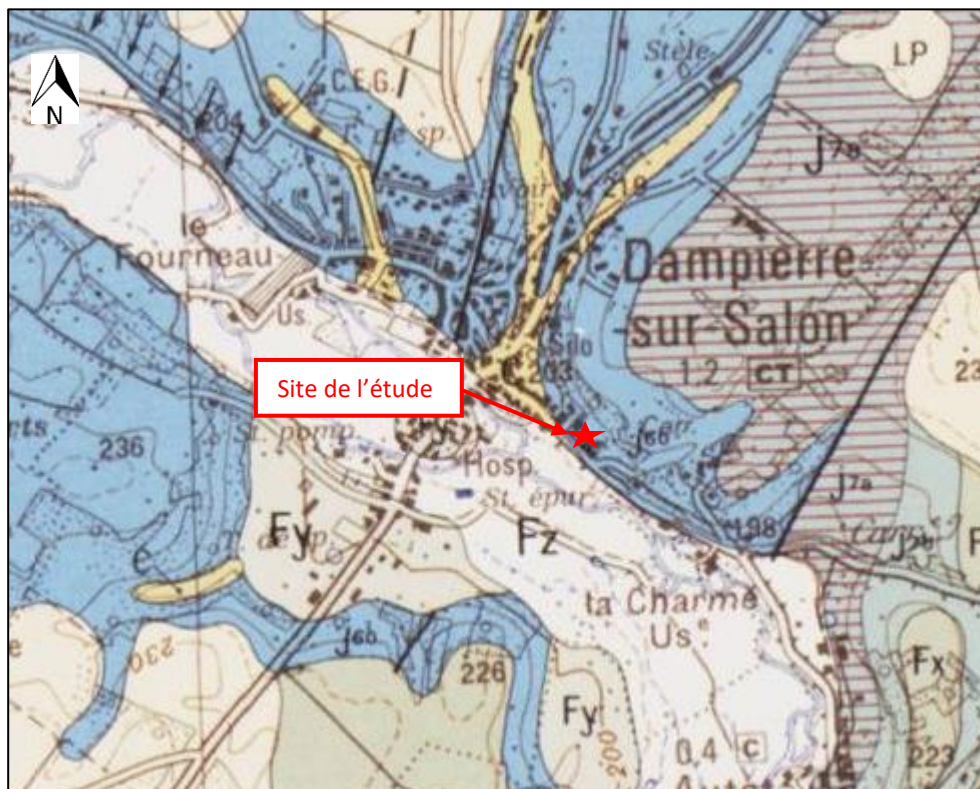


Figure 6. Extrait de la carte géologique de Champlitte au 1/25 000^{ème} (source : BRGM)

De nombreux sondages ont été réalisés mais aucun ne comporte les informations sur la composition du sous-sol.

5.2. Milieux naturels

Sources : Géoportail

Cartographie Carmen

5.2.1. NATURA 2000

Cf CERFA.

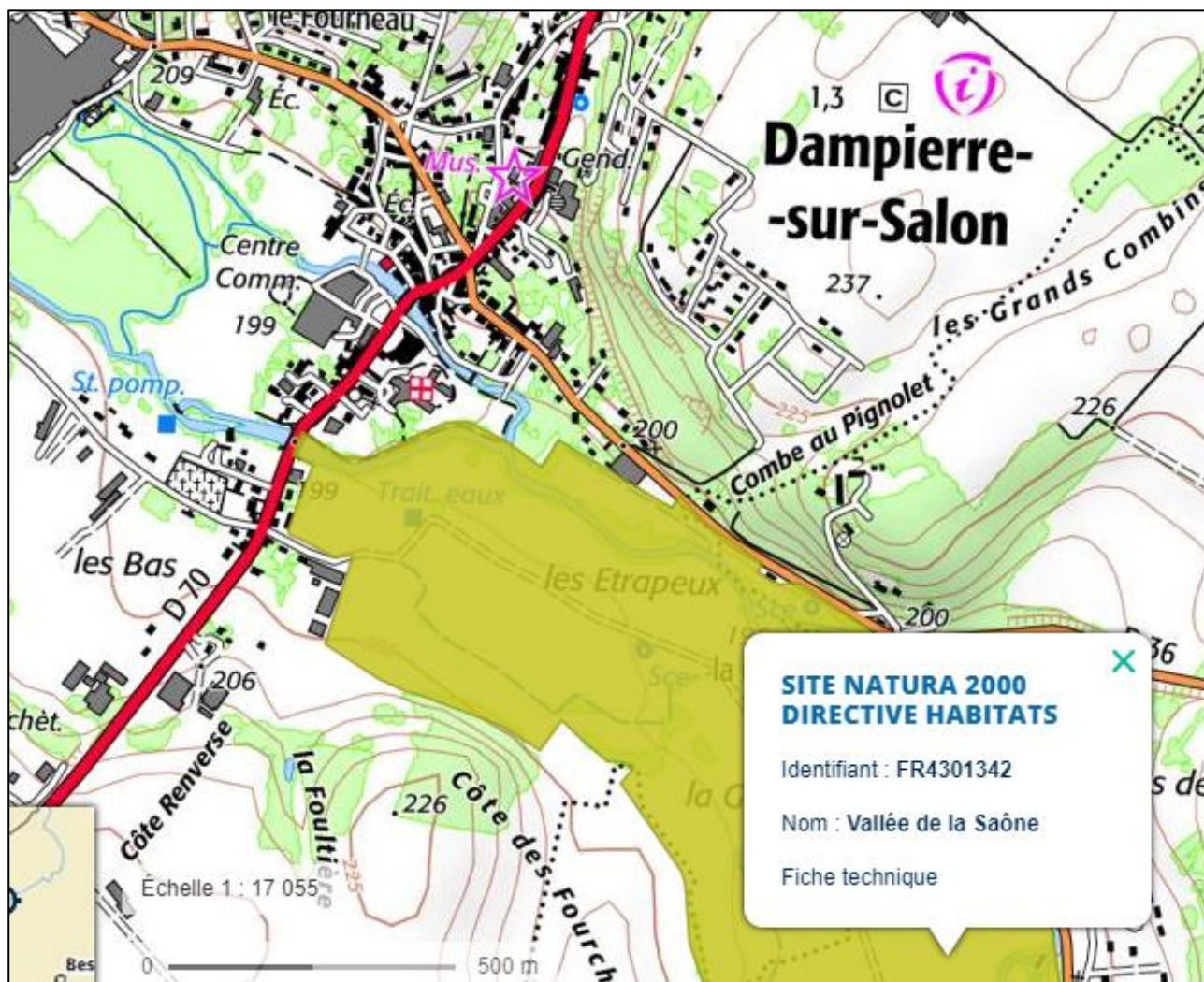


Figure 9 : Localisation du projet vis-à-vis des NATURA 2000

5.2.2. ZNIEFF

Cf. CERFA.

5.2.3. Arrêté de protection des biotopes

Un arrêté préfectoral de protection de biotope est un outil réglementaire de niveau départemental désignant des mesures réglementaires pour protéger la biodiversité d'une zone naturelle.

Le site n'est pas situé au droit d'un arrêté de protection de biotope.

5.2.4. Zones humides

Les zones humides sont des milieux diversifiés et au fonctionnement écologique complexe, ce d'autant plus qu'ils peuvent avoir été modifiés ou dégradés par des activités anthropiques. Ces zones font l'objet d'engagements internationaux de préservation, de restauration et de gestion de manière durable dans le cadre de la convention de RAMSAR, et d'obligations communautaires de protection et de rapportage dans le cadre de la directive sur les habitats d'intérêt communautaire.

La note technique du 26 juin 2017 relative à la caractérisation des zones humides, définit les zones humides par un cumul de deux critères : un critère pédologique et un critère botanique. Une zone humide est caractérisée lorsque de la végétation y existe, par la présence simultanée de sols habituellement inondés ou gorgés d'eau et, pendant au moins une partie de l'année, de plantes hygrophiles.

Le site n'est pas situé au droit d'une zone humide.

Aucune zone humide ne se trouve à proximité du site.

5.2.5. Consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes

Le projet ne consommera pas d'espaces agricoles ou forestier.

Au vu de l'éloignement du site d'implantation du projet avec les différentes zones remarquables et au regard de sa nature, on peut conclure que le projet n'aura pas d'impact sur ces zones.

5.3. Risques

5.3.1. Risques industriels et technologiques

Données BASIAS – BASOL :

Sources : Visualiser sur Infoterre du BRGM : <http://infoterre.brgm.fr>

Aucun site BASOL ne se trouve au droit du site.

Aucun site BASIAS se ne situe au doit du site.

Aucun établissement BASOL n'est présent dans un rayon de 500 m autour du site.

6 établissements BASIAS sont présent dans un rayon de 500 m autour du site.

- Station-service à 240 m (FRC7001886)
- Station-service à 300 m (FRC7001709)
- Station d'épuration à 350 m (FRC7003502)
- SARL JACQUET à 445 m (FRC7000445)
- Entreprise NIVOIS LEON à 450 m (FRC7000080)
- Station-service à 490 m (FRC7001889)

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

Sources : Site internet <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr>

D'après la base de données de l'inspection des installations classées, il existe 5 installations classées sur la commune de DAMPIERRE SUR SALON :

- GAEC DEBELLEMANIERE à 550 m à l'ouest du site autorisée pour des activités d'élevages ;
- La société ED PIECE AUTO à 570 m à l'ouest du site autorisée pour une activité de stockage de métaux ;
- La société GUIBAUDET TP à 4.5 km à l'ouest du site autorisée pour une activité terrassement avec stockage de déchets inertes ;
- SYTEVOM à 500 m à l'ouest autorisée pour une activité de déchetterie ;
- La société ED PIECE AUTO à 1.2 km à l'ouest du site autorisée pour une activité de fabrication de produits métalliques.

Le site se trouve à proximité d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Plan de prévention des risques technologiques (PPRt) :

Sources : Portail <http://www.georisques.gouv.fr>

La commune de DAMPIERRE SUR SALON n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques.

5.3.2. Risques naturels

Plans de prévention des risques naturels prévisibles

Sources : Portail <http://www.georisques.gouv.fr>
Préfecture de la Saône et Loire

La commune de DAMPIERRE SUR SALON n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques Naturels.

Retrait gonflement des argiles

Sources : Portail <http://www.georisques.gouv.fr>

Le retrait-gonflement des sols argileux concerne l'ensemble du territoire et constitue le second poste d'indemnisation aux catastrophes naturelles affectant les maisons individuelles.

En effet, les variations des teneurs en eaux dans les sols argileux lors d'alternance de période de sécheresse et d'hydratation sont à l'origine de mouvements de terrain localisés qui peuvent engendrer des fissurations en façade des habitations.

Au droit du périmètre d'étude l'aléa est **faible**.

Risque minier

Sources : Portail <http://dpsm.brgm.fr>

La commune de DAMPIERRE SUR SALON n'est pas concernée par les risques miniers.

Risque sismique

Sources : Portail <http://www.georisques.gouv.fr>

Le décret 2010-1254 du 22 octobre 2010 définit le nouveau zonage sismique national.

Le zonage est désormais fondé sur des limites communales et non plus cantonales. Le territoire français est ainsi divisé en 5 zones de sismicité allant de 1 (zone d'aléa très faible) à 5 (zone d'aléa fort).

La commune de DAMPIERRE SUR SALON se situe en zone de sismicité 2 (aléa faible).

5.3.3. Risques sanitaires

Termites et mэрule

Sources : Préfecture de la Haute Saône

Il n'existe pas d'arrêté préfectoral relatif au risque termite et mэрule dans le département de la Haute Saône.

Radon

Sources : irsn.fr

Le radon est présent sur tout le territoire. Il existe 3 catégories de classement.

La commune de DAMPIERRE SUR SALON est classée en catégorie 1 : c'est une commune localisée sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. Ces formations correspondent notamment aux formations calcaires, sableuses et argileuses constitutives des grands bassins sédimentaires (bassin parisien, bassin aquitain) et à des formations volcaniques basaltiques (massif central, Polynésie française, Antilles...).

5.4. Nuisances

5.4.1. Liées aux trafics

Cf. Cerfa.

5.4.2. Liées aux émissions sonores

Cf. Cerfa

5.4.3. Liées aux odeurs

Cf. Cerfa

5.4.4. Liées aux vibrations

Cf. Cerfa

5.4.5. Liées aux émissions lumineuses

Cf. Cerfa

Au vu des éléments décrits dans le CERFA, les impacts du projet sont qualifiés de faibles.

5.5. Emissions

5.5.1. Qualité et de l'air et rejets atmosphériques

Cf. Cerfa

5.5.2. Rejet liquide : gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales du site proviennent des eaux de toiture ainsi que des eaux de ruissellement sur les surfaces imperméabilisées.

Concernant la gestion de ces eaux, d'après le bureau d'études en charge du calcul de la rétention indique qu'il faudra mettre en place un volume de rétention de 80 m³ avant rejet aux d'eaux pluviales naturel.

La méthode de gestion restera à définir.

La station-service sera équipée d'un séparateur hydrocarbure afin de récupérer les eaux pluviales au niveau des pistes et du dépotage.

5.5.3. Effluent : gestion des eaux usées

Cf. Cerfa

5.5.4. Gestion des déchets

Cf. Cerfa

5.6. Patrimoine / Cadre de vie / Population

5.6.1. Patrimoine

Monuments historiques

Source : Base Mérimée

Cf. Cerfa

ZPPAUP

Source : <http://www.Doubs.gouv.fr/>

Cf. Cerfa

5.6.2. Modifications des activités humaines et usages du sol

Le projet ne modifiera pas l'occupation du sol actuel. Il s'agira uniquement de remplacer le bâtiment commercial actuel. L'activité du site restera identique.

6. MESURES DESTINÉES A ÉVITER OU RÉDUIRE LES EFFETS NÉGATIFS NOTABLES DU PROJET

La confrontation du projet d'aménagement avec l'analyse des enjeux environnementaux révèle que le projet :

- N'a pas d'effet sur les milieux naturels protégés,
- Peut avoir des effets sur les eaux souterraines car il prévoit la création d'une station-service

Il engendrera peu de nuisances compte tenu de l'activité qui sera exercée et produira peu d'émission.

Durant la phase travaux, une charte « chantier propre » sera mise en place afin notamment d'encadrer les opérations bruyantes et de limiter les émissions polluantes (trafic lié à la livraison des engins de chantiers, des matériaux).

L'intégration urbaine prendra en compte les dispositions en matière d'aspect visuel, d'ornements paysagers et d'accessibilité. Des espaces verts seront conservés et créés et des arbres seront plantés.

Mesures préventives concernant les eaux souterraines

Le risque d'impact sur la nappe est présence du fait de la présence de la station-service.

La station-service sera créée et équipée de manière à empêcher toute pollution de la nappe ou du milieu naturel conformément à la réglementation en vigueur : cuve double enveloppe avec détecteur de fuite, réseaux étanches, séparateurs d'hydrocarbures avec obturation automatique.

Les installations de la station-service seront contrôlées périodiquement conformément à la réglementation des ICPE.

Mesures compensatoires concernant les eaux superficielles

Les eaux pluviales seront collectées au sein d'ouvrages de rétention enterrés d'un volume total de 75 m³ ayant pour exutoire le ruisseau longeant la partie Nord du site.

Les ouvrages de rétention ont été dimensionnés à partir de prescriptions de la doctrine « D 2.1-Doctrine relative aux recommandations techniques applicables aux rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel suite à l'imperméabilisation de terrains naturels ou agricoles » avec un débit de fuite de 94 litres/s et une pluie centennale.

De nombreuses études, dont celles du SETRA (février 2008) et du GRAIE (08/12/2004) indiquent aujourd'hui que les séparateurs à hydrocarbures ne sont pas à même de traiter les pollutions issues du ruissellement des eaux pluviales sur les parkings.

Ces études se basent sur de nombreuses analyses indiquant que les concentrations en hydrocarbures en entrée d'ouvrage sont très souvent inférieures à la limite de traitement indiquée par les constructeurs. De plus, les vitesses de coulements dans ces ouvrages sont souvent trop importantes pour permettre la décantation des particules polluantes.

Les rendements des séparateurs ont également été jugés très faibles voir négatifs pour certaines périodes pluvieuses (problématiques de relargage). Les conclusions de ces études démontrent donc l'inefficacité de ces systèmes dans le traitement des pollutions chroniques d'eaux pluviales ruisselant sur parkings/voiries.

En outre, les mêmes études indiquent que l'entretien et la maintenance opérée sur ces ouvrages génèrent plus de risques de pollution que s'ils étaient absents.

Pour ces raisons, de nombreuses agglomérations remettent aujourd'hui en cause l'implantation des séparateurs pour traiter les eaux pluviales de parkings.

Des demandes sont même expressément formulées pour que ces ouvrages ne soient pas mis en place de manière systématique (cf. Grand Lyon, Le Grand Toulouse, Communauté d'Agglomération GRAND LAC).

Aucun séparateur à hydrocarbures ne sera donc mis en place au droit des parkings.

L'ensemble de ces éléments seront détaillés dans un dossier Loi sur l'Eau (rubrique 2.1.5.0) qui sera déposé auprès de la DDT 71.

Les eaux pluviales de la station-service seront collectées de manière indépendante et prétraitées via un séparateur d'hydrocarbures.

Pollution accidentelle :

Dans l'objectif de prendre en compte une éventuelle pollution accidentelle sur la zone, les ouvrages de rétentions seront équipés d'une vanne de sectionnement en amont. Cela permettra de confiner la pollution dans les réseaux EP du site en attendant son évacuation.

7. CONCLUSION

En amont du projet de construction d'un Intermarché avec une station-service, une station de lavage et un parking de 109 places situé sur la commune de DAMPIERRE SUR SALON, le Maître d'Ouvrage souhaite réaliser un état des lieux environnemental du site afin de mieux maîtriser les enjeux associés.

Selon ses caractéristiques, le site visé est soumis à une procédure cas par cas au titre de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du Code de l'Environnement pour la rubrique 41 « Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus ».

Au vu des différents éléments de l'étude :

- Le projet n'engendrera pas d'enjeux majeurs en termes d'environnement,
- Le projet engendrera peu d'impact supplémentaire,
- Le projet augmentera les zones perméables sur site,
- Le projet n'est pas concerné par un périmètre de captage des eaux potable,
- Le projet n'est pas concerné par des risques inondations,
- Le projet ne se situe pas dans une zone naturelle remarquable et la zone la plus proche se trouve de l'autre côté de la départementale.

Au vu des éléments ci-dessus nous ne pensons pas qu'une évaluation environnementale soit nécessaire.

ANNEXE

- ANNEXE 1 : Photographies aériennes historique du site
- ANNEXE 2 : Photographies de l'environnement du site
- ANNEXE 3 : Exemple de charte chantier propre

ANNEXE 1

Photographies aériennes historiques du site



Vue aérienne du site en 1940 (source : IGN)



Vue aérienne du site en 1948 (source : IGN)



Vue aérienne du site en 1963 (source : IGN)



Vue aérienne du site en 1982 (source : IGN)



Vue aérienne du site en 1986 (source : IGN)



Vue aérienne du site en 1991 (source : IGN)



Vue aérienne du site en 1993 (source : IGN)



Vue aérienne du site en 1998 (source : IGN)



Vue aérienne du site en 2003 (source : IGN)



Vue aérienne du site en 2008 (source : IGN)



Vue aérienne du site en 2011 (source : IGN)

ANNEXE 2

Photographie du site





ANNEXE 3

Exemple de charte chantier propre

INTERMARCHÉ GRIGNAN



CHARTÉ « CHANTIER PROPRE » DU GROUPEMENT DES MOUSQUETAIRES

Opération : **CRÉATION BATIMENT COMMERCIAL
INTERMARCHÉ À GRIGNAN (26230)**

MOE : AB INGENIERIE

Date de notification :



CHARTRE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

SOMMAIRE

0.	DEFINITION DES OBJECTIFS	3
1.	ENGAGEMENT LORS DE LA SIGNATURE	3
2.	RESPONSABILITE, CONTROLE ET SANCTIONS	3
3.	ORGANISATION DU CHANTIER ET PROPRETE	4
3.1	Stationnement des véhicules du personnel de chantier	5
3.2	Accès des véhicules de livraison	5
4.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	6
4.1	Etat des lieux	6
4.2	Sauvegarde des arbres et végétaux	6
4.3	Protection des abords de la zone d'intervention	6
5.	REDUCTION DES NUISANCES	6
5.1	Lutte contre le bruit	6
5.2	Performances des moyens mécaniques (aspect et fonctionnement)	6
6.	TRAITEMENT / TRI DES DECHETS ET VALORISATION DES DECHETS COLLECTES	6



CHARTRE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

0. DEFINITION DES OBJECTIFS

La présente Charte "Chantier Propre" a pour but de sensibiliser ainsi que de faire appliquer le respect de l'environnement par des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la conception d'un point de vente.

Les nuisances générées par tout chantier de construction devront être limitées au maximum au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP.

Rappel des objectifs d'un "Chantier Propre":

- limiter les risques sur la santé des ouvriers
- limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- limiter les pollutions de proximité liées au chantier
- limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge

1. ENGAGEMENT LORS DE LA SIGNATURE

La charte "Chantier Propre" fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux.

Le présent document sera remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier.

Celles-ci devront signer et respecter en tout point l'engagement pris lors de la signature de la charte « Chantier Propre ».

2. RESPONSABILITE, CONTROLE ET SANCTIONS

Le maître d'œuvre veillera à la mise en application des prescriptions de la présente charte, par des contrôles au moment et en dehors des réunions de chantier et par des visites inopinées sur le site.

En ce qui concerne les chantiers de plus grande envergure, un responsable « chantier propre » sera nommé au démarrage du chantier par le maître d'œuvre. Celui-ci aura la même responsabilité précédemment décrite.

Le personnel de chaque entreprise intervenant sur le chantier, sera tenu informé par leur chef de chantier respectif des règles en vigueur. En cas de non-respect des règles, le maître d'œuvre ou responsable du chantier pourra adresser des remarques orales ou écrites aux entreprises. En cas de refus d'obtempérer, l'entreprise veillera à exclure le membre du personnel du chantier.

En cas de non-respect de la charte, le maître d'ouvrage, se réserve le droit d'après le constat du « Responsable chantier propre et du maître d'œuvre » d'appliquer à l'entreprises non respectueuse de cette charte une pénalité forfaitaire. (Soit 150€ par manquement constaté)



CHARTRE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

3. ORGANISATION DU CHANTIER ET PROPRETE

Une étude préalable au chantier sera réalisée, sur les différentes possibilités de systèmes constructifs, les techniques, engins et matériaux.

Une planification de l'horaire, permettra de regrouper les travaux bruyants.

Un plan de chantier sera réalisé afin de déterminer les différentes zones d'intervention en reprenant les périmètres bien définis suivants :

- construction,
- limites de chantier,
- zone de stationnement,
- zone d'accès et de livraison,
- zone pour la gestion des déchets,
- zone de stockage des matériaux,
- zone de stockage des terres,
- prévoir un sens de circulation sur le chantier,
- prévoir un cheminement engins,
- prévoir un cheminement piéton,
- aire de fabrication ou de livraison de béton, etc.
- aire de manoeuvre des grues
- des moyens seront mis à disposition pour assurer la propreté du chantier (bacs de rétention, bacs de décantation, protection par filets des bennes pour le tri des déchets...)
- le nettoyage des cantonnements intérieur et extérieur, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, sera effectué régulièrement.
- le brûlage des déchets sur le chantier est strictement interdit

Par ailleurs les périodes de livraison seront planifiées afin d'éviter les heures de pointes, le bruit à des heures tardives et toute nuisance pour le voisinage.

L'accès au chantier sera fléché de manière spécifique.

Si les périmètres sont bien définis et espacés, ils seront lisibles dans l'espace.

Ce plan sera aussi affiché à l'entrée du chantier à l'attention du personnel.

Les entreprises s'engagent à respecter le plan d'installation de chantier avec repérage de toutes les zones spécifiques. Chaque zone doit faire l'objet d'un traitement adapté.

Pour leurs prestations, ainsi que pour toutes autres, les entreprises veilleront à faire appliquer ce plan sur toute la durée du chantier. Le maître d'oeuvre se réserve le droit d'intervenir, après mise en demeure de l'entreprise défaillante, pour faire respecter la propreté du chantier par l'intermédiaire d'une entreprise spécialisée au frais des entreprises et par le biais du compte prorata.

Les espaces situés dans l'emprise des travaux et des installations de chantier seront l'objet d'un nettoyage courant quotidien et d'un nettoyage soigné en fin de semaine. Les matériaux de démolition, les déchets, les débris seront évacués au fur et à mesure. Le stockage des matériaux sera organisé sur des zones spécifiques en fonction des prestations à exécuter et de manière à contribuer à la propreté du site. A chaque fin de journée, les engins de chantier et le matériel seront rangés dans les emprises fixées par le Maître d'oeuvre, éventuellement portées sur le plan d'installation de chantier.



CHARTRE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

Les espaces situés hors de l'emprise du chantier devront être maintenus en toute circonstance dans un état de propreté correct. Aucun stockage de matériaux n'est autorisé à l'extérieur de la zone affectée par les travaux et les installations de chantier.

Dans le cas d'une pollution accidentelle (boue, déchets, papiers, chiffons, plastiques, béton, matériaux divers), l'entreprise concernée procédera au nettoyage et, s'il en est besoin, au lavage des chaussées et des trottoirs afin d'assurer la sécurité des usagers aux abords du chantier.

Les clôtures, baraques de chantier, matériels de chantier (silos, centrales à béton) seront nettoyés régulièrement et aussi souvent que nécessaire.

3.1 STATIONNEMENT DES VEHICULES DU PERSONNEL DE CHANTIER

Le stationnement des véhicules du personnel s'effectuera sur les zones prévues à cet effet, et en aucun cas sur la voie publique en dehors du chantier, afin de ne produire dans les rues voisines aucune gêne ou nuisance. Des exceptions pourront être faites pour les chantiers en zones urbaines dans le cas où le foncier ne permettrait pas d'exploiter des zones de stationnement.

3.2 ACCES DES VEHICULES DE LIVRAISON

L'entreprise chargée de la livraison doit être tenue informée de la démarche qualité environnementale du chantier. L'impact des accès du chantier, la circulation et le stationnement autour du chantier pendant les différentes phases du chantier doit être étudié afin de diminuer les perturbations du voisinage, qui seront sources de conflits.

- les livraisons seront planifiées sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage
- des panneaux indiquent l'itinéraire pour le chantier et les accès livraison



CHARTRE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

4. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

4.1 ETAT DES LIEUX

Un état des lieux des abords (trottoirs, pignons, espaces verts, plantes ou autres) sera effectué par le maître d'œuvre ou le « Responsable chantier propre ». Il sera agrémenté de photographies. Cet état des lieux sera renouvelé deux fois : une fois au cours du chantier et une fois au terme du chantier.

4.2 SAUVEGARDE DES ARBRES ET VEGETAUX

Afin de préserver les arbres, l'entreprise procédera obligatoirement à la protection des plantations. L'entreprise prendra toutes dispositions nécessaires lors de son intervention quelle qu'elle soit, pour ne pas sectionner les racines.

4.3 PROTECTION DES ABORDS DE LA ZONE D'INTERVENTION

Les entreprises prendront les dispositions nécessaires pour maintenir l'écoulement des eaux notamment celle des caniveaux de manière à éviter tout débordement qui aurait des répercussions sur les propriétés riveraines, les ouvrages souterrains, les cheminements piétons.

Des bacs de rétentions devront être mis sous les engins de façon à récupérer les hydrocarbures.

Aucun déversement ne sera fait sur le sol qui par infiltration pourrait polluer le sous-sol ou abîmer les arbres.

5. REDUCTION DES NUISANCES

5.1 LUTTE CONTRE LE BRUIT

L'entreprise s'assurera de l'homologation de ses engins et véhicules de chantier au regard de la réglementation sur le bruit. Elle veillera aussi à ce qu'ils soient convenablement entretenus pour rester conformes à cette homologation. Les horaires devront être respectés. L'entreprise donnera des consignes pour arrêter les machines temporairement inemployées et respectera la réglementation en vigueur.

5.2 PERFORMANCES DES MOYENS MECANIQUES (ASPECT ET FONCTIONNEMENT)

Tous les véhicules et engins divers présenteront en permanence un bon aspect d'entretien. Ils seront munis de dispositifs avertisseurs sonores et visuels.

6. TRAITEMENT / TRI DES DECHETS ET VALORISATION DES DECHETS COLLECTES

Les entreprises devront :

- Réduire les flux de déchets en utilisant des matériaux et des techniques qui produisent des quantités limitées de déchets et en favorisant la réutilisation des matériaux sur le chantier,
- Assumer la responsabilité du tri de leurs déchets, de leur dépôt dans les bennes adaptées mises en place sur le chantier et supporter les coûts de traitement de ceux-ci,
- Installer au moins trois bennes sur le chantier (déchets inertes, DIB, déchets bois/métaux),
- Justifier des modalités de transport, de la destination des déchets et de leur devenir (traçabilité), lors de la gestion et de l'évacuation des déchets,
- Lister les matériaux qu'elles vont utiliser de façon à bien appréhender l'élimination et la revalorisation des déchets,
- Tenir à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, les documents relatifs à la gestion des déchets (traçabilité). Elles devront remplir les bordereaux de suivi de déchets de chantier et les leur communiquer dûment remplis aux besoins.



CHARTRE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

- Utiliser sur le site de l'eau provenant d'une cuve d'eau de pluie. En cas d'impossibilité, l'utilisation de l'eau de Ville sera faite de manière parcimonieuse en évitant tout gaspillage.
- Les eaux de lavage des outils et bennes devront être traitées par la mise en place de bacs de rétention pour le nettoyage. En ce qui concerne les bennes à béton, les dépôts de béton devront être jetés dans la benne à gravats inertes.
- Concernant les huiles de décoffrage, les huiles végétales seront privilégiées. Cependant, les quantités mises en oeuvre devront être limitées au strict nécessaire.

Les bennes seront regroupées dans la zone définie au préalable pour le tri sélectif notamment :

- benne pour le bois et déchets verts
- benne pour le papier et le carton
- benne pour métaux non ferreux et stockage du fer
- benne pour les déchets industriels banals (DIB)
- benne pour le plâtre
- benne béton / ciment, maçonnerie brique

Pour chaque type de déchet, des filières de traitement et de valorisation seront recherchées à l'échelle locale notamment :

- bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage
- déchets métalliques : ferrailleur
- déchets verts : compostage
- incinération, décharge de classe I ou classe II
- peintures et vernis : tri et incinération ou décharge de classe I



CHARTE CHANTIER PROPRE INTERMARCHÉ GRIGNAN

Acceptation

Les entreprises soussignées déclarent accepter la présente charte chantier propre sans aucune restriction en date du :